

OBJET : baromètre CEVIPOF des dynamiques politiques

Martial Foucault (directeur du Cevopif) et Sylvain Brouard sont venus présenter la dernière livraison du « *baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales* », étude trimestrielle menée avec TNS-Sofrès, mesurant une batterie d'indicateurs longitudinaux sur les politiques publiques.

Il ressort de cette étude 3 grands enseignements :

1. Une très forte tendance à la « populisation » des perceptions (le sentiment d'une augmentation de la délinquance et de l'immigration est étonnamment fort), **mais aussi des préférences.**

Des indicateurs composites sur les politiques publiques permettent de mesurer la *volonté de changement* concernant chaque politique et le *sens du changement* : il en ressort que les Français souhaitent en priorité une **politique migratoire beaucoup plus dure** ; plus de **moyens pour la sécurité** ; et nettement **moins d'aides sociales** (diminution de l'AME, du RSA, mais aussi des allocations familiales et même des prestations chômage).

Le cœur de l'Etat-providence, où les Français souhaitent plus de protection, **se résume à la santé** (en particulier plus de moyens pour les hôpitaux) **et aux retraites.**

2. Les préférences partisans sont désormais clairement tripartites ; avec un FN devenu la 1^{ère} **proximité partisane déclarée** (même avant redressement) et un noyau de loin le plus mobilisé.

- **à gauche, le PS reste le parti référent**, dans un **total des gauches autour de 30%**.

Il s'appuie sur un **cœur d'électorat PS de 14,5%** ; auquel s'ajoute un **électorat de gauche élargi de 7%** (balançant sur l'ensemble du spectre du NPA à EELV) ; et un **électorat de centre-gauche de 8%** allant du PS à l'UDI.

- **à droite, l'UMP est paradoxalement en position plus faible** : son **électorat « captif » n'est que de 6%** ; contre un **électorat constitué FN, étanche par rapport à celui de l'UMP, de 12,5%**.

A côté de ces deux noyaux existent un **électorat de 10% qui se partage entre UMP et FN** ; et un **électorat de centre-droit de 10%**, en compétition entre UMP, UDI et Modem.

- enfin, **2 électors pivots** ressortent : **8% de droite désenchantée**, très démobilisé mais qui se balancerait entre Modem et FN ; et **8% « d'indécis »**, moyennement mobilisés et hésitants sur un large spectre, plutôt de gauche, allant du NPA à l'UDI.

3. L'image du Président est particulièrement dégradée. Les indicateurs d'empathie, d'action ou d'étoffe sont tous très mauvais (seuls « *sympathique* » et « *honnête* » se distinguent) ; l'item « *il vous inquiète* » est très haut (substantiellement plus que N. Sarkozy et même que M. Le Pen). Les traits « *veut changer les choses* » et « *comprend mes problèmes* » subissent une chute particulière.

M. Valls le bat largement sur tous les traits d'image (y compris les plus régaliens comme « *est capable de défendre les intérêts de la France dans le monde* »).

N. Sarkozy reste bon sur quasiment tous les traits (à l'exception de « *honnête* ») ; **M. Le Pen le suit de peu** (et le précède sur « *veut changer les choses* » et « *comprend mes problèmes* »).

A noter que **les traits d'A. Juppé sont en-deca de ceux de N. Sarkozy sur presque tous les plans** : étoffe, empathie, volonté d'action, capacité à comprendre les problèmes, représentation de la France à l'étranger.

4. La décomposition des indicateurs synthétiques souligne également quelques points intéressants quant à l'importance attachée à certaines politiques publiques :
- « *la possibilité pour les malades incurables de recourir à l'euthanasie* » est la demande à laquelle il est attaché le plus d'importance (74%), devant même la réduction du déficit budgétaire de l'Etat (73%).
 - « *la participation directe des **citoyens** dans les décisions publiques* » est le 6^{ème} item le plus souhaité - ce qui peut corroborer l'existence d'une demande sur ce sujet, que reflétait notamment l'étude TNS-Sofrès pour la Commission nationale du débat public.
 - l'orientation politique la moins importante est pour sa part « *le pouvoir donné aux **collectivités territoriales*** » : la réforme territoriale ne paraît pas un sujet prioritaire pour les Français.